

Fiche outil

Accompagner les OI dans la mise en œuvre des stratégies urbaines intégrées

Cette fiche outil a pour objet de valoriser les différentes voies identifiées par les autorités de gestion pour venir en appui des organismes intermédiaires dans leurs missions d'animation, de pilotage et de suivi des stratégies urbaines intégrées.

1 Principes généraux

Les autorités urbaines occupent un rôle particulier dans la mise en œuvre des programmes opérationnels FEDER-FSE. L'article 7 du règlement UE 1301/2013 (FEDER) prévoit en effet que « *les villes, et les entités infrarégionales ou locales chargées de la mise en œuvre de stratégies urbaines sont responsables des missions liées, au minimum, à la sélection des opérations et qui conformément à l'article 123 du règlement (UE) n° 1303/2013, sont désignées organismes intermédiaires* ».

Si certaines autorités urbaines (AU) disposaient d'expériences au titre des Projets Urbains Intégrés (PUI) 2007-2013, leur permettant de tirer des enseignements du passé pour gagner en efficacité sur la programmation 2014-2020, d'autres découvrent un nouveau champ d'intervention qui a nécessité le développement de nouvelles compétences (exigences réglementaires, financières et en termes de gestion...) et d'une culture des projets et programmes européens au sein de leurs équipes.

Pour ces dernières, un appui des autorités de gestion (AG) s'avère indispensable. Par ailleurs, le rôle d'organisme intermédiaire requière une veille sur les évolutions réglementaires, l'avancement des programmes qui nécessite des échanges réguliers entre les autorités de gestion et les autorités urbaines.

La logique de la programmation 2014/2020 repose sur une double dynamique, qui se matérialise :

- par la nécessité d'une programmation et une consommation régulière des crédits européens dès le démarrage du PO afin de limiter les risques de dégageant d'office

- par la nécessité d'un suivi régulier des opérations programmées, tant sur le plan financier que sur le plan qualitatif, afin de répondre aux exigences de l'approche par les résultats, concrétisée par le cadre de performance.

2 Modalités de l'accompagnement des organismes intermédiaires par les autorités de gestion

Les différentes formes d'accompagnement des OI

Au titre de leurs prérogatives, notamment la supervision des organismes intermédiaires, les autorités de gestion ont toutes mis en œuvre des formes plus ou moins renforcées d'accompagnement des organismes intermédiaires.

Les formes d'accompagnement des OI se partagent entre des temps d'échanges individuels et des temps de partage collectifs, les deux formes étant souvent cumulées et complémentaires.

- **L'accompagnement individuel** : Dans la plupart des régions, des réunions bilatérales entre l'AG et l'OI sont organisées une à deux fois/an afin de faire le point sur l'avancement des stratégies urbaines intégrées, sur les perspectives d'émergence de projets et d'identifier les difficultés rencontrées et d'envisager des solutions.

En Occitanie, dans le cadre des Approches Territoriales Intégrées (ATI) du PO Languedoc-Roussillon, cet accompagnement est appelé « Dialogue de gestion ». La gouvernance de chaque ATI s'organise autour de deux instances : un comité technique (COTECH) et un comité de pilotage (COPIL).

- **L'accompagnement collectif** va, quant à lui, avoir pour objectif d'informer les OI sur l'actualité réglementaire, l'avancement des PO FEDER-FSE, de rappeler les démarches à suivre en matière de gestion de ces fonds et de procédures etc. En Normandie, les journées de rencontres du Réseau sont également propices à la visite de projets d'un des territoires urbains. Cet accompagnement peut prendre la forme de **réunions ponctuelles d'information**, de **sessions de formations régulières** (à l'instar de la région Ile-de-France) ou la forme d'un **réseau régional urbain** constitué par l'AG : Comité régional d'animation ITI dans la région Pays-de la Loire, réseau Europe urbain en Normandie, réseau des ATI en Occitanie, réseau axe urbain en Bourgogne, Réseau des ITI sur le PO Rhône-Alpes...


Les journées du Réseau Europe Urbain de Normandie

Les journées Réseau Europe Urbain sont organisées régulièrement par la Région et permettent un temps d'information privilégié. Le 4 décembre 2017 a été l'occasion de faire le point sur l'actualité réglementaire et de rappeler les démarches à suivre en matière de gestion de ces fonds.

A l'issue de la réunion, afin d'illustrer concrètement le type de projet pouvant être financé par l'Europe, les participants ont visité des quartiers urbains havrais en renouvellement : le quartier Danton, le quartier Dumont D'Urville et les ateliers Louis Richard, en réhabilitation.



Dans deux régions (Ile-de-France et PACA), il arrive que des autorités urbaines se réunissent entre elles pour échanger et se nourrir de leurs pratiques réciproques, et mobilisent l'autorité de gestion quand le besoin se fait sentir.

 En Ile-de-France, la constitution d'un réseau par les ITI eux-mêmes, en parallèle de l'animation régulière structurée par l'AG, est perçue positivement par la Région. Les deux objectifs principaux du réseau informel des ITI sont d'une part la constitution d'un réseau d'expertise et de retour d'expériences, sur lequel la Région Ile-de-France peut s'appuyer, et d'autre part l'exercice d'un dialogue commun et constructif via l'identification de problématiques communes en tant qu'OI vis-à-vis de l'Autorité de gestion. Ce réseau informel répond ainsi à la volonté de la Région Ile-de-France d'un travail collaboratif pour une consommation efficace des fonds européens. L'accueil et l'animation de ces rencontres sont tournants entre les différents territoires.

En dehors de ces deux types d'accompagnement, l'AG peut envisager sa **présence en comité de sélection (ou pré-sélection) organisé à l'échelle de l'OI**.

L'organisation de l'accompagnement des OI dépend néanmoins de la structuration des approches urbaines intégrées envisagées dans le PO, du nombre d'OI et de leur fonction.

- Sur le PO Lorraine, compte tenu du fort rapprochement entre la politique de la ville et les axes urbains, les animations et la sensibilisation sur les fonds européens se déroulent prioritairement dans le cadre de la politique de la ville, via les comités techniques et comités de pilotage
- Pour le PO Alsace et dans certains DOM (Guyane, Mayotte), le nombre peu important d'ITI n'était pas propice à une démarche en réseau. Sur le territoire alsacien, au-delà de réunions bilatérales, l'AG ouvre ses actions de formation à destination des services instructeurs à ses deux organismes intermédiaires.

Les moyens mobilisés


- **La mobilisation d'équipes en charge des approches urbaines au sein des AG** : Les autorités de gestion ont toutes dédié une équipe en charge des approches urbaines intégrées. Deux cas de figure se présentent :
 - o **Un rôle d'animation et de pilotage des stratégies urbaines dissocié de la fonction d'instruction** : Dans plusieurs régions, des équipes dédiées spécifiquement à l'animation et au pilotage des stratégies urbaines intégrées ont été mises en place. Au-delà du rôle d'animation, de suivi et de pilotage des SUI, ces personnes travaillent en lien étroit avec les services instructeurs des axes concernés par les approches urbaines intégrées et assurent la coordination des différents dossiers soutenus. Cette approche se retrouve notamment dans les cas d'investissements territoriaux intégrés, puisque les instructeurs sont organisés par axes thématiques.
La taille des équipes d'animation et de pilotage dépend souvent du nombre de territoires ou d'organismes intermédiaires suivis.

Exemple d'équipes dédiées aux fonctions d'animation, de suivi et de pilotage des organismes intermédiaires urbains n'assurant pas les fonctions d'instruction :


PO	Taille de l'équipe	Périmètre
PO Aquitaine	3 personnes	12 stratégies urbaines intégrées

PO Ile-de-France	4 personnes	15 investissements territoriaux intégrés + et 5 OI avec subvention globale hors ITI
PO Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	3 personnes (3,5 ETP)	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le PO LR : 26 approches territoriales intégrées, dont 14 sur le volet urbain et 12 sur le volet territorial - Sur le PO MP : accompagnement de la métropole de Toulouse et des agglos éligibles à l'axe 10 du PO MP
PO PACA	1 personne	Animation partenariale du PO, dont animation et pilotage des 3 ITI

Dans les régions où l'instruction des dossiers est confiée aux directions opérationnelles, l'animation et le pilotage des stratégies urbaines peuvent être partagés entre la direction Europe et la direction en charge des territoires urbains. C'est notamment le cas en Région Normandie.

 Le pilotage des ITI du PO Rhône-Alpes est assuré par la direction Europe et par la direction Aménagement du territoire. Cette dernière a des développeurs territoriaux implantés localement qui sont une porte d'entrée pour les agglomérations. Ils ont par exemple accompagné les candidatures ITI pour assurer la cohérence des SUI avec la politique régionale.

- **Des fonctions d'animation et d'instruction cumulées** : Dans d'autres régions, le choix s'est porté sur des équipes qui assurent à la fois l'animation des stratégies urbaines et l'instruction des dossiers. Cette configuration se retrouve plus particulièrement dans les régions ayant opté pour un axe urbain, l'instruction des dossiers étant alors concentrée sur un nombre plus réduit d'instructeurs affectés spécifiquement aux axes urbains. C'est le cas notamment des PO Auvergne, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Franche-Comté...
- **La mobilisation de crédits d'assistance technique au profit des OI** : Plusieurs autorités de gestion ont fait le choix dans leur PO de l'attribution de crédits d'assistance technique aux organismes intermédiaires (ex : PO de Picardie, d'Ile-de-France, de Languedoc-Roussillon, d'Alsace...). Il ne s'agit néanmoins pas de la majorité des cas. Dans certains PO, l'attribution de crédits d'appui à la mise en œuvre des approches urbaines intégrées est envisageable sur les objectifs thématiques (« soutien préparatoire aux PDUI » sur l'OT 4 du PO Auvergne et sur l'OT9 des PO Corse et Aquitaine).
- **La mobilisation d'acteurs extérieurs à la gestion des fonds européens** : Dans la majorité des régions, l'animation et l'accompagnement des ITI sont assurés par les services de l'autorité de gestion. Néanmoins, dans quelques régions, comme en Nouvelle-Aquitaine ou en région Hauts-de-France, les centres de ressources de la Politique de la Ville (Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine, IREV dans les Hauts-de-France) sont parfois mobilisés aux côtés des services de la Région. D'autres acteurs, comme le CNFPT peuvent aussi être mobilisés.

 Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine est un centre de ressources qui a pour objectifs de favoriser le développement des territoires en contribuant à la professionnalisation des acteurs de territoires urbains et ruraux, en favorisant les échanges d'expériences, en créant une culture commune du développement territorial ou en valorisant des modes de faire innovants.



En 2016, son intervention qui se limitait alors au territoire de l'ex-Aquitaine s'est attachée à animer les territoires notamment sur les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) en partenariat avec l'autorité de gestion (organisation de deux séminaires et appui spécifique aux territoires relevant de l'axe urbain sur le domaine économique).



L'AG Auvergne-Rhône-Alpes a organisé en octobre 2017 une réunion à destination des agglomérations avec le CNFPT et la Commission européenne dédiée à l'urbain : remise en perspective de la place de l'urbain dans la programmation européenne par la Commission européennes puis échanges sur la communication et sur l'évaluation d'impacts.

Les récentes évolutions

- **Vers des réseaux régionaux urbains à l'échelle des régions fusionnées** : La fusion des régions n'est pas sans incidence sur l'accompagnement des autorités urbaines dans leur rôle d'organisme intermédiaire. Des Régions ont fait le choix de fusionner leurs réseaux régionaux urbains à l'échelle de leur nouveau périmètre.



La Normandie a ainsi créé un réseau unique. Même si le PO de Basse-Normandie met en œuvre son approche urbaine via les ITI et celui de Haute-Normandie via un axe urbain, ce réseau permet d'élargir les échanges de pratiques entre territoires urbains. Il renforce, par ailleurs, les liens entre les autorités urbaines à l'échelle du nouveau périmètre de la région, favorisant une plus grande cohésion entre les deux territoires.

- **Une structuration de l'accompagnement qui se renforce dans l'optique d'évitement du dégageant d'office et de l'examen du cadre de performance** : Une plus forte mobilisation des organismes intermédiaires a pu être constatée au cours des six premiers mois de l'année 2018 afin de relancer la dynamique de programmation et de certification des dépenses sur certains territoires urbains. Les enjeux de la revue de performance en 2019 ont incité les AG à renforcer le travail partenarial avec les organismes intermédiaires pour parvenir à atteindre les valeurs intermédiaires des indicateurs sur l'ensemble des axes.

3 Types de missions d'accompagnement des OI pouvant être développées par les autorités de gestion

L'accompagnement lors de la préparation des stratégies urbaines intégrées

Les autorités de gestion ont envisagé l'animation du volet urbain dès le lancement des programmes afin de venir en appui des autorités urbaines devant préparer leur candidature et élaborer leur stratégie. Cet accompagnement a pris plusieurs formes :

- L'organisation de **réunions collectives de présentation de la démarche** pour favoriser leur compréhension et l'intégration des exigences des programmes opérationnels et des autorités de gestion (en matière de prise en compte de la politique de la ville, du caractère intégré des stratégies...) (PO Bourgogne, Franche-Comté, La Réunion...).
- Des **réunions collectives, des séminaires, des ateliers thématiques** pour préparer le contenu des candidatures, organisés par les équipes techniques des Conseils régionaux, direction Europe et directions opérationnelles (PO Basse-Normandie, Corse, Ile-de-France, Rhône-Alpes...), ou par les centres de ressources politique de la ville (PO Aquitaine et Nord-Pas-de-Calais).
- Un **accompagnement individualisé** par l'organisation de réunions bilatérales entre les équipes techniques des services régionaux ou les centres de ressources politique de la ville (PO Alsace, Guyane, Languedoc-Roussillon...).
- **L'implication de l'autorité de gestion dans des réunions locales** avec la participation des référents régionaux (PO Champagne-Ardenne par exemple).
- Plus ponctuellement, l'organisation de **voyages d'études**.
- La publication d'un « Guide pratique de l'appel à projets Interract'if 2014-2020 » en Ile-de-France.
- La **mutualisation de l'accompagnement avec les contrats de ville**. En Région Centre-Val de Loire et en Lorraine, il n'y a pas eu de dispositif spécifique au FEDER, l'accompagnement des agglomérations s'est réalisé dans le cadre de l'élaboration des contrats de ville.

L'accompagnement dans l'organisation administrative des stratégies urbaines intégrées

La mise en route des stratégies s'est avérée complexe, notamment du fait de l'élaboration du descriptif des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC). Les autorités de gestion ont envisagé l'animation du développement urbain durable, dès la sélection des territoires urbains, pour aider les OI à déployer un dispositif de mise en œuvre conforme à la réglementation communautaire.

Si pour certaines régions, cette étape a constitué le point de départ de la mise en place d'un réseau régional urbain, comme en Occitanie, d'autres ont mis en place des actions spécifiques pour aider les organismes intermédiaires à structurer leur mode de fonctionnement. C'est notamment le cas de l'AG du PO de Champagne-Ardenne qui a mobilisé un prestataire externe pour mettre en place un cycle de formation.



AG Champagne-Ardenne : cycle de formation des organismes intermédiaires à la mise en œuvre de l'axe urbain

Objectif : permettre aux OI d'acquérir les capacités pour mettre en place des moyens et une organisation leur permettant de réaliser, dans le respect du système de gestion et de contrôle, les missions qui leurs sont déléguées dans le cadre de la délégation de tâches.

Modules réalisés :

- Module 1- Cadrage
- Module 2- Approfondissement : participation à l'évaluation et sélection des projets
- Module 3 – Approfondissement : Animation de la stratégie et aide au montage des dossiers de demande d'aide
- Module 4 -Finalisation des conventions, indicateurs et lutte contre la fraude

Thématiques identifiées :

- Présentation du cadre et du contexte de la mise en œuvre de l'axe urbain : cadre de performance, circuit de gestion et notamment liens entre les OI et l'AG dans le traitement des projets
- Animation de la stratégie urbaine intégrée et communication favorisant l'émergence des projets.
- Mise en place d'une équipe en charge de la stratégie urbaine intégrée et de la gestion des tâches déléguées aux OI (organigramme, séparation fonctionnelle)
- Mise en place d'un système de gouvernance :
- Mise en place de procédures pour assurer le suivi et l'évaluation : collecte des données visant aux renseignements des indicateurs de suivi.
- Mise en place de procédures respectant le système de gestion et de contrôle de l'AG
- Rédaction de critères de sélection des projets.

L'accompagnement tout au long de la période de programmation

Accompagnement dans les missions de pilotage et de suivi des SUI

Les travaux menés par les AG dans l'optique la revue de performance au 31/12/2018 ont montré tout récemment l'intérêt d'un suivi régulier des stratégies urbaines intégrées, afin d'éviter les retards de programmation trop importants pouvant mettre en péril l'attribution de la réserve de performance en 2019 ou même amener à des corrections financières en 2025.

Les gestionnaires d'OI doivent être sensibilisés à l'approche par les résultats des programmes européens et être outillés pour répondre aux exigences que requièrent une telle approche.

- L'intérêt d'un tel accompagnement :

- **Pour l'AG :** recueillir des états prospectifs de programmation, de certification, d'atteinte des cibles des indicateurs, d'orienter les autorités urbaines vers une logique de projet et favoriser la prise de recul des OI sur la logique intégrée ;
- **Pour l'OI :** mieux percevoir l'intérêt du suivi de sa stratégie et les objectifs qu'il doit suivre et déclencher une animation plus adaptée pour faire émerger des projets dans les domaines les moins avancés, pour relancer les bénéficiaires sur les domaines où la certification ou les résultats physiques sont les plus faibles ; mieux tenir compte de la contribution des projets aux indicateurs du PO...


- Les outils déployés

Cet accompagnement peut être réalisé en approche collective pour ce qui concerne de la sensibilisation et la transmission de l'information sur l'avancement financier et physique du programme et en approche individuelle régulière (1 à 2 fois/an) pour ce qui concerne l'avancement au niveau de la stratégie urbaine.

- Points d'avancement
- Tableaux de bord à mettre en place (programmation, paiements, avancement physique des projets...)
- Bilans annuels : les conventions entre les OI et les AG signalent souvent l'obligation pour l'OI de transmettre un bilan annuel. Dans la réalité, ceux-ci ne sont pas systématiquement transmis. Ils constituent pourtant pour l'AG un moyen d'obtenir une information concrète dans l'optique de renseigner les rapports de mise en œuvre. Pour l'OI, il permet d'établir un point d'étape tant quantitatif que qualitatif en signalant les difficultés rencontrées, les solutions apportées...

- Les bonnes pratiques identifiées :

- Bien souvent le rôle de l'OI s'arrête officiellement à la sélection du projet. Pour assurer un pilotage satisfaisant, il est important que l'OI soit informé des étapes de conventionnement et de paiement.

 En Occitanie, pour le PO LR, l'AG a signé avec chaque chef de file ATI une convention de délégation de tâches précisant les objectifs et missions de l'OI, les cibles à atteindre et les éventuelles conséquences.

- L'OI n'a pas toujours une vision précise du niveau auquel il doit contribuer aux cibles des indicateurs de réalisation ou financiers. Plusieurs régions (Grand-Est, Ile-de-France, Occitanie...) présentent régulièrement aux OI, un état d'avancement des indicateurs et réalisent en lien avec les OI, des états prospectifs de paiement à venir et d'atteinte des cibles des indicateurs afin d'anticiper la revue de performance au 31/12/2018. Ce travail doit être poursuivi au-delà afin d'identifier la capacité à atteindre les cibles finales des indicateurs au 31/12/2023.
- Les AG doivent justifier de la fiabilité des valeurs de leurs indicateurs. La sensibilisation à un renseignement de qualité des indicateurs est essentielle. Elle peut passer par des réunions d'informations, mais également par la mise à disposition du guide des indicateurs, le déploiement d'outils d'information sur la façon de collecter les données...

⇒ Exemple d'un kit de collecte de données : <http://www.europeidf.fr/kit-collecte-donnees>

Appui dans les missions d'animation, d'accompagnement des OI

Les missions affectées aux autorités urbaines dans le cadre de la convention OI/AG intègrent bien souvent l'animation, voire l'accompagnement des porteurs de projet dans la phase de montage d'une opération et parfois même dans la phase de paiement.

Même si dans la plupart des régions, l'autorité de gestion (service instructeur) intervient dans l'appui aux porteurs de projet, la maîtrise de l'ingénierie des fonds européens par l'OI demeure essentielle pour faire émerger de nouveaux projets éligibles, orienter les porteurs de projets dans le montage de

leur opération. L'approche suppose des compétences techniques importantes au regard des exigences de la réglementation UE, que tous les agents en charge des SUI ne disposent pas systématiquement.

- **L'intérêt de venir en appui des OI dans leurs missions d'animation**

Cet intérêt est double :

- Pour les AG, il permet de démultiplier l'appui au porteur de projet, de renforcer la qualité des dossiers de demande de subvention et de paiement, générant un gain de temps au niveau du service instructeur, lors de l'appui au montage d'un dossier, de l'instruction et de la certification des dépenses ;
- Pour les OI, il permettra de faire émerger des projets en adéquation avec la réglementation applicable aux fonds européens, de mieux orienter les porteurs de projets vers l'obtention des fonds.

- **Les sujets souvent traités**


Les OI sont demandeurs d'un appui de l'AG pour :

- Maîtriser le processus de traitement d'un dossier
- Mieux connaître les règles d'éligibilité des fonds et de montage d'un plan de financement
- Mieux appréhender les exigences des contrôleurs en matière de vérification de l'application des règles relatives aux marchés publics par les différents types de bénéficiaires (publics, mais également privés)
- Mieux appréhender les règles à respecter en matière d'aides d'état
- Connaître le mode de justification des dépenses et des réalisations
- Identifier les retours des différents contrôles afin d'adapter les informations relayées auprès des porteurs de projet.

- **Les outils déployés**

L'accompagnement de type collectif reste la plupart du temps le plus approprié pour répondre aux demandes des OI en matière d'appui à l'animation.

- Formations des OI dispensées par les services instructeurs, ou par des experts mobilisés par l'AG

 La Région Nouvelle Aquitaine a organisé un séminaire avec des juristes pour expliquer ce qu'étaient les Aides d'Etat. La Région Ile-de-France a réalisé plusieurs modules de formation en direction des OI (Instruction, piste d'audit, éligibilité ; Contrôle de service Fait ; Aides d'état...).

- Mise à disposition des guides de procédures et outils de communication en direction des porteurs de projets
- Déploiement d'outils numériques d'accompagnement au suivi des projets et des demandes de paiement


⇒ Exemple : CONCRETIZ en Ile-de-France : <http://www.concretiz.europeidf.fr/home>

- Session d'information sur les évolutions réglementaires...

La relation bilatérale ou en trinôme entre le service instructeur, l'OI et le porteur de projet permet un appui à l'échelle du dossier qui reste nécessaire, en particulier pour les dossiers les plus complexes.

- **Les bonnes pratiques identifiées :**

- La répartition des rôles entre l'AG et l'OI en termes d'appui au porteur de projet doit être définie en amont afin de trouver une **complémentarité entre le rôle de l'OI et celui du service instructeur** et d'éviter les risques de duplication de l'appui apporté au porteur de projet ;
- Afin **d'éviter les discours contradictoires** auprès du porteur de projet dans la phase de montage du dossier et d'instruction, il reste essentiel non seulement que les OI soient bien informés des principes réglementaires des fonds européens et de leur évolution mais également que la concertation s'opère régulièrement entre OI et service instructeur.

 **En Occitanie, sur le PO LR**, l'AG veille à associer systématiquement l'organisme intermédiaire lorsqu'une réunion est organisée avec un porteur de projet, dont le projet relève d'une approche territoriale intégrée. Une autre pratique consiste également à mettre en copie l'OI, dans l'ensemble des échanges de mails avec le porteur de projet. Enfin, les services instructeurs et les OI ont pris pour habitude d'échanger régulièrement afin de transmettre une information fiable et concertée au porteur de projet.

Appui dans les missions de communication


La mise en œuvre de stratégies urbaines intégrées constitue un moyen de rapprocher les fonds européens des citoyens et de concrétiser leur utilisation. Au-delà des obligations de publicité réglementaire, les AG ont demandé aux autorités urbaines de préciser, dans leur candidature à l'appel à projets urbain, les actions de communication qui pourraient être entreprises au cours de la mise en œuvre de leur stratégie urbaine intégrée. Les actions de communication menées par les OI restent néanmoins pour certaines relativement limitées ou peu visibles.

- **L'intérêt de venir en appui des OI dans leurs missions de communication**

- A l'échelle des AG : profiter du caractère de proximité des stratégies urbaines intégrées pour sensibiliser les citoyens sur l'action des fonds européens, faire respecter les obligations réglementaires en matière de communication ;
- A l'échelle des OI : donner une plus grande envergure aux actions de communication menées à l'échelle locale, valoriser l'action de l'autorité urbaine à une échelle régionale, voire nationale ou européenne.

- **Les outils déployés**

- Point d'avancement sur les actions réalisées ou à venir
- Outil de diffusion à l'échelle régionale des actions de communication menées au niveau local
- Outil de communication sur les stratégies urbaines régionales pour donner une vision globale de l'action des autorités urbaines en matière de développement durable urbain

 Suite à son évaluation de mise en œuvre sur les approches territoriales intégrées, la Région Pays de la Loire a édité une brochure pour valoriser l'action des autorités urbaines au travers de leur stratégie urbaine intégrée.

- Rappel des obligations communautaires

- **Les bonnes pratiques identifiées :**

- Etablir un point sur l'avancement des actions de communication lors des réunions d'information du réseau ou lors des rencontres bilatérales afin de rappeler à l'OI ses engagements en matière de communication pris dans sa candidature et de mesurer les réalisations
- Associer les autorités urbaines dans les actions de communication mises en place par l'autorité de gestion (notamment dans le cadre du Joli Mois de l'Europe, dans les actions de valorisation des projets...)
- Relayer l'information des animations mises en place par les OI via les supports de communication régionaux

Exemple de relais sur le site internet des manifestations se déroulant sur les territoires urbains lors du Joli Mois de l'Europe :

Le Joli Mois de l'Europe en Île-de-France

Édition 2018 - Programme francilien du 1er au 31 mai 2018

Vos rendez-vous à Paris



Formations InCodeWeTrust, le mercredi 2 mai de 18h à 20h

Présentation des formations de Simplon, ouvertes à toutes et tous, pour apprendre à créer des sites web et des applications mobiles et en faire son métier. Ce projet bénéficie du Fonds social européen. Inscriptions obligatoires [en ligne](#).
Lieu : Simplon, 4 rue Serpollet, 75020 Paris

Votre rendez-vous en Seine-et-Marne

Exposition : les projets financés par l'Union européenne à Paris Grand Sud, du 22 mai au 5 juin, de 8h30 à 17h

Lieu : Atrium de l'Hôtel d'agglomération, 9 Allée de la Citoyenneté, 77127 Lieusaint

<http://www.europeidf.fr/joli-mois-europe-ile-france-0>

Pour rappel, le CGET, autorité nationale de coordination des fonds européens en France, est responsable de la mise en œuvre de la stratégie de communication interfonds pour la programmation 2014-2020, principalement auprès des citoyens, des bénéficiaires et des bénéficiaires potentiels. Il coordonne, en lien avec les autorités de gestion régionales, le Joli Mois de l'Europe.

Annexe : Fiches focus sur des exemples de dispositifs d'accompagnement des OI

Ile-de-France

L'autorité de gestion Ile-de-France compte quatre référents OI au sein d'un service en charge des OI, qu'ils soient avec ou sans subvention globale (dont les 15 ITI urbains). Chaque territoire ITI a donc **un référent au sein des services de l'AG et chaque référent suit 5 ITI**. Parallèlement, tous les dossiers d'un même ITI sont instruits par un même instructeur.

L'AG propose **un accompagnement individuel aux ITI**, à travers sa présence au sein des comités de sélection des opérations, mais aussi par des points téléphoniques réguliers qui sont ensuite formalisés dans des comptes rendus.

L'accompagnement collectif prend la forme d'ateliers thématiques ou techniques (par exemple sur le contrôle de service fait, les indicateurs, le volet urbain et les programmes d'action communautaires, les marchés publics et les aides d'Etat). Pour ce faire, l'AG peut faire appel à des partenaires extérieurs, par exemple l'AORIF (Union sociale pour l'habitat d'Ile-de-France) pour définir des pièces justificatives nécessaires à l'instruction.

L'AG a également développé des outils, tels que des guides du candidat, un guide du porteur de projet et l'outil en ligne « Concretiz¹ » qui permet d'identifier les pièces justificatives qui doivent être réunies par le porteur de projet au début, pendant et à la fin de son projet. L'AG a aussi développé des outils partagés et travaille avec une plateforme de gestion électronique des documents.

En parallèle, les référents ITI (techniciens) franciliens se sont constitués en un réseau informel et technique dont les deux objectifs principaux sont d'une part la constitution d'un réseau d'expertise et de retour d'expériences, sur lequel la Région Ile-de-France peut s'appuyer, et d'autre part l'exercice d'un dialogue commun et constructif via la reconnaissance de problématiques communes en tant qu'OI vis-à-vis de l'autorité de gestion. Ce réseau informel répond ainsi à la volonté de la Région Ile-de-France d'un travail collaboratif pour une consommation efficace des fonds européens. Cette démarche est mise en perspective avec le réseau informel des Groupes d'Action Locale franciliens qui fédèrent les techniciens animant les programmes LEADER (FEADER). L'accueil et l'animation de ces rencontres sont tournantes entre les différents territoires ITI.

Nouvelle Aquitaine (PO Aquitaine)

L'équipe « volet urbain » du PO Aquitaine est composée de trois personnes : une référente Axe urbain en charge de l'animation, de la coordination et du suivi et de deux instructrices. L'équipe est dans le même service que le service politique de la ville, ce qui permet une proximité forte. Elle propose un accompagnement collectif et individuel des OI, très ciblé sur **l'accompagnement au montage des dossiers**, les agglomérations étant les principaux porteurs de projet. L'animation des stratégies urbaines intégrées (SUI) se fait dans le cadre des contrats de ville. Malgré la création de la Région Nouvelle Aquitaine et les rapprochements à l'œuvre, l'accompagnement et le suivi des SUI restent aujourd'hui spécifiques aux trois programmes opérationnels, étant donné que chacun propose une

¹ <http://www.concretiz.europeidf.fr/home>

approche particulière pour l'urbain. Les PO Limousin et Poitou-Charentes proposent des ITI et ne sont pas fléchés uniquement vers les quartiers prioritaires.

Pour le PO Aquitaine, l'accompagnement collectif se fait par le biais de **comités de coordination**, organisés une fois par an (réflexion en cours pour augmenter la fréquence des rencontres). Ces comités de coordination permettent **d'informer les OI** sur des points de la programmation (critères de sélection par exemple), des évolutions réglementaires, des initiatives européennes et de partager et répondre aux difficultés rencontrées. Ils s'adressent aux référents OI au sein des agglomérations, qui sont souvent les chefs de projet politique de la ville. Les OI sont également toujours invités aux comités de suivi du PO.

En parallèle, **l'AG est en relation très étroite avec les OI de manière individuelle** (points téléphoniques, réunions, échanges informels etc.). Elle est présente au sein des comités techniques locaux et des comités de sélection, aux côtés du service Politique de la ville de la Région. Souvent, ces instances de gouvernance locale sont fusionnées avec celles du contrat de ville. L'AG privilégie l'accompagnement en amont du dépôt du dossier de manière à sécuriser les projets. Les thématiques principales abordées sont les sujets juridiques, les Aides d'Etat et les procédures de marchés publics.

En termes d'outils, l'AG met à disposition des OI des fiches pratiques, des supports de présentation pour mobiliser des porteurs de projets, et un certain nombre d'outils de communication (kits, site dédié, boîte à outils, fiches pratiques).

Par ailleurs, **l'autorité de gestion a confié à Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine (PQNA) l'animation sur l'Europe et la politique de la ville**, à l'échelle des trois anciennes régions. PQNA est un centre de ressources organisé sous forme de GIP, dédié au développement territorial. Créé en 2002 et soutenu par l'Etat et la Région, il a pour objectifs de favoriser le développement des territoires en Nouvelle Aquitaine en contribuant à la professionnalisation des acteurs de territoires urbains et ruraux, en favorisant les échanges d'expériences, en créant une culture commune du développement territorial ou en valorisant des modes de faire innovants. Sa mission sur la thématique dépasse celle du volet urbain des trois PO : il s'intéresse à la mobilisation des financements et des programmes européens pour le développement territorial et en particulier pour la politique de la ville, et il contribue ainsi à la mise en réseau des acteurs à l'échelle régionale.

Occitanie (PO Languedoc-Roussillon)

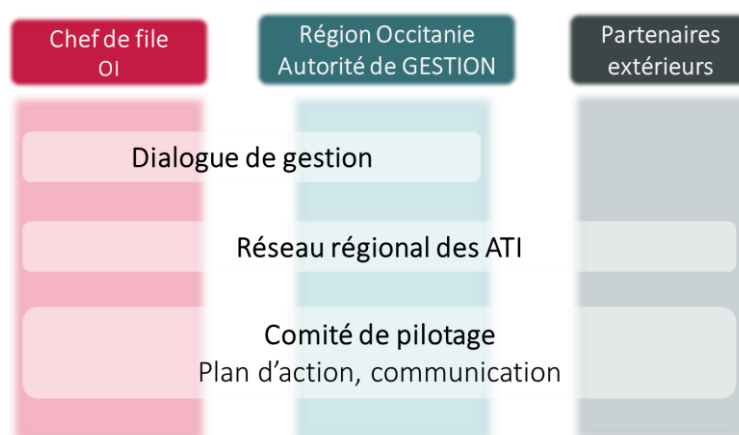
La démarche « approche territoriale intégrée » (ATI) est spécifique à l'ex-région Languedoc-Roussillon. Elle répond à une volonté d'articuler les fonds européens avec les politiques contractuelles régionales (contrats territoriaux, CPER, CPIER, etc.). La porte d'entrée était le CPER qui permettait de bénéficier de contrats territoriaux qui eux-mêmes donnaient droit à candidater aux appels à projets ATI et LEADER. Dans un souci d'équilibre territorial, la Région a souhaité accompagner également les territoires non concernés par la politique de la ville. A ce titre, un appel à projet ATI sur le volet territorial a été lancé conjointement.

L'autorité de gestion notamment structurée avec un service chargé du pilotage et de l'animation et un service chargé de la gestion et de la programmation des dossiers FEDER ATI. Il y a une séparation des fonctions entre le pilotage et l'animation d'une part et l'instruction d'autre part. Chaque OI a un interlocuteur au sein de l'AG pour l'animation et un pour l'instruction. L'AG a mis en place un dialogue de gestion avec chaque OI qui permet d'affiner en direct certains points. Au total, l'équipe ATI

comprend 5 ETP en charge de l'animation ou de l'instruction. L'autorité de gestion est également présente lors des COPIL organisés par le chef de file, tandis que **chaque chef de file participe au comité de suivi interfonds**.

La Région instruit et programme les dossiers de demande au regard de l'encadrement réglementaire. Les chefs de file ont des obligations d'organisme intermédiaire, c'est-à-dire qu'ils contribuent à la bonne consommation des crédits européens et sont soumis à des objectifs de programmation et de certification. En conformité avec la convention signée entre les OI et l'AG, les EPCI sont chargés, entre autres, de l'animation de l'ATI sur leur territoire, de l'accompagnement des porteurs de projets, de la pré-sélection des projets déposés dans le cadre de l'ATI. Une assistance technique est mobilisable par les chefs de file ATI volet urbain (50 000€ par ATI).

La démarche ATI est l'occasion de tisser des liens avec les chefs de file à travers **un réseau d'animation régional**. Le réseau régional des ATI territoriales et urbaines du PO Languedoc-Roussillon se réunit une à deux fois par an. Il offre un espace d'échanges informels sur des questions spécifiques (indicateurs, communication etc.), mais aussi des sujets plus généraux comme les perspectives de la Région et de l'Europe.



La Région participe aux COTECH non en tant qu'AG mais par les directions opérationnelles concernées.